



Courtesy www.positive.news ©



ÉTUDE QUANTITATIVE - ANALYSE EXPLORATOIRE

Rapport Juillet 2020

Nouvelle normalité: Réactions en Afrique de l'Ouest

Études de cas en Guinée, au Bénin et au Togo pour des orientations stratégiques face à la COVID-19



| Sommaire

6 résultats clés	03	Canaux d'informations	08
Résumé	04	Perceptions de la COVID-19	12
Courbe de la COVID-19	05	Impact économique	19
Méthodologie LOOKA	06	Pistes pour une réouverture	24
Introduction	07	Orientations stratégiques et Initiatives de KAS	32



| 6 résultats clés

1

63%**ne savent pas comment se faire dépister pour la COVID-19**

88% pensent que la COVID-19 existe dans leur pays

2

47%**craignent que le pire soit à venir**

particulièrement à Cotonou, où 76% des interviewés pensent que le pire est à venir

3

Pour 61% le virus a été créé en laboratoire

19% ne sont pas certains et 20% pensent que le virus provient de source naturelle



4

49%**ne se feraient pas vacciner si le vaccin était disponible demain**

66% de ceux qui pensent que la covid a été créée en laboratoire ne seraient pas prêts à se faire vacciner



5

57%**sont favorables à la réouverture des aéroports pour les vols internationaux**

69% sont en faveur d'une réouverture des frontières terrestres



6

71%**ne pensent pas qu'il existe une solidarité entre les pays africains face à la crise**

70% ont vu leur revenu ou leur chiffre d'affaires diminuer pendant la pandémie

I Résumé

Après plus de trois mois de mesures sanitaires et un nombre relativement faible de cas par rapport à d'autres régions du monde, les pays africains allègent progressivement les restrictions afin de relancer leurs économies.

1500 personnes à Conakry, Cotonou et Lomé ont été interrogées et invitées à exprimer leur point de vue sur le traitement de la crise de la COVID-19 à ce jour: que faut-il selon eux améliorer ? A quoi s'attendent-ils dans un avenir proche ? Cette étude fait suite à un rapport publié en mai sur les réactions de 500 vendeurs de rue et consommateurs à Abidjan en Côte d'Ivoire. Elle s'inscrit dans la lignée des efforts continus du Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest (PDWA) de la KAS pour suivre les perceptions et besoins face à la crise du COVID-19. Voici trois enseignements principaux de cette étude, à prendre en compte pour aller de l'avant :

1 | Manque d'informations sur les sites de dépistages, grande méfiance à l'idée d'un vaccin

42% des répondants obtiennent la plupart de leurs informations liées à la COVID-19 sur les réseaux sociaux, et parmi ceux-ci, 86% privilégient Facebook ou Whatsapp. Malgré les rumeurs, 88% pensent que la COVID-19 existe bel et bien dans leur pays et 43% sont satisfaits des informations fournies par le gouvernement. Cependant, 63% ne savent pas comment se faire dépister pour le virus, et la méfiance règne : 42% ne font pas confiance à l'OMS, et 49% ne seraient pas disposés à se faire

vacciner, si un vaccin était disponible demain.

2 | Une majorité en faveur d'un assouplissement des restrictions

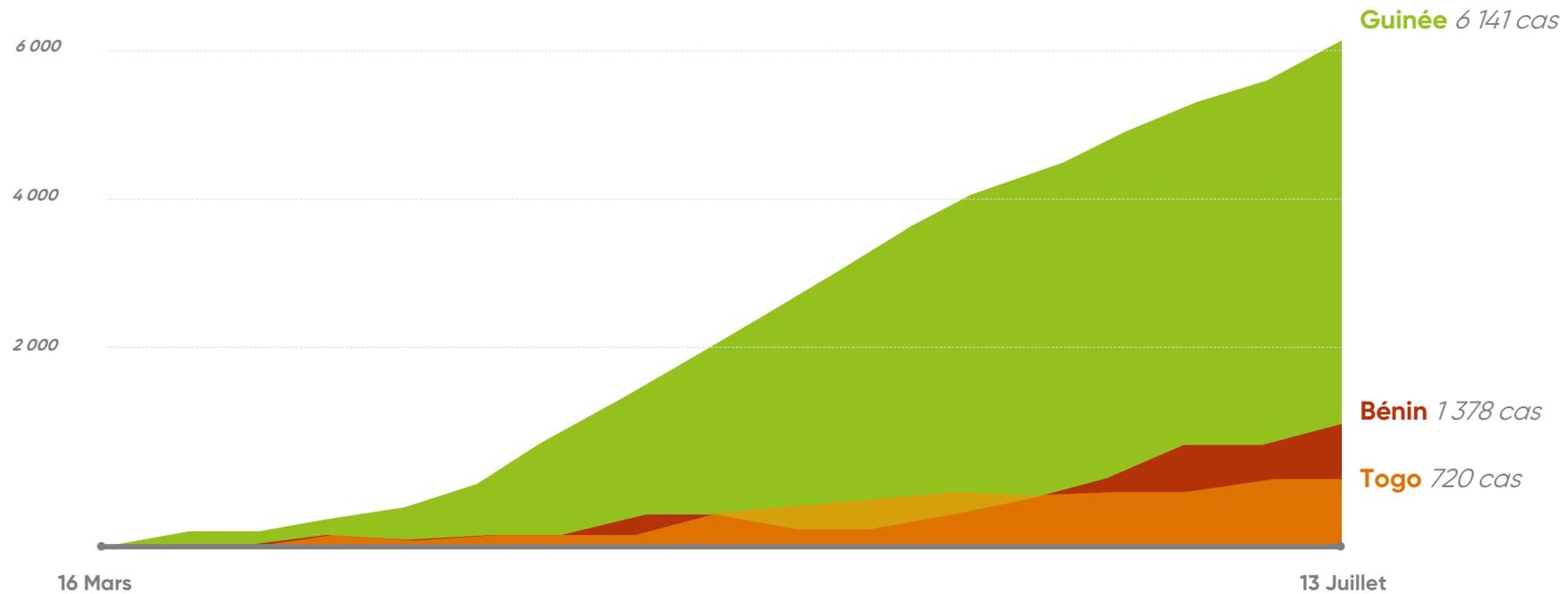
42% des citoyens sont satisfaits des mesures de protection de leur gouvernement depuis le début de la crise COVID, mais seulement 11% ont reçu une aide économique de leur gouvernement. 70% de ceux qui disposent d'un revenu ou d'un chiffre d'affaires l'ont vu baisser. Pour 54%, l'urgence est de faire baisser les prix de l'essence et des transports tandis que 33% espèrent une baisse du prix des denrées alimentaires. 70% sont désormais favorables à un assouplissement des mesures de restriction dans leur pays, tout en craignant pour 47% que le pire de la pandémie reste à venir (certains citant des préoccupations de santé, d'autres des difficultés économiques)

3 | Volonté de rouvrir les frontières avec des garanties sanitaires

69% sont favorables à la réouverture des frontières terrestres, bien que 71% déplorent le manque de solidarité africaine face à la crise, et 57% sont pour la réouverture des aéroports pour les voyages internationaux hors d'Afrique. La majorité montre une volonté de se conformer à des potentielles mesures de contrôle à venir – 68% étant favorables au dépistage national obligatoire, 61% pour les dépistages aux frontières et parmi les 46% prêts à se faire vacciner, 74% sont également prêt à payer pour le vaccin.

I Courbe de la COVID-19

Togo, Bénin et Guinée



Source : [worldometers.info](https://www.worldometers.info) pour Bénin, Togo et Guinée

I Méthodologie LOOKA

L'échantillon des interviewés a été choisi selon plusieurs critères (âge, genre et activité professionnelle). Les réponses mettent en évidence des tendances qui reflètent la démographie de la population guinéenne, togolaise et béninoise sans prétention à une représentativité statistique au niveau national.

Informations Démographiques

- **Villes :** Conakry, Lomé, Cotonou
- **Genre :** 50% de femmes et 50% d'hommes
- **Digitalisation :** 65% de smartphones au total, 12% de téléphones standard, 17% ont les deux, 5% possèdent plusieurs smartphones et 2% n'ont pas de téléphones.
- **Age :** 18 ans ou plus, 74% ont moins de 35 ans
- **Catégories socioprofessionnelles :**
 - 32% d'indépendants (commerçants, artisans, plombiers,)
 - 25% d'étudiants
 - 22% d'employés (femmes de ménage, entreprise privée, ...)
 - 9% de fonctionnaires (professeurs, médecins, membres du gouvernement, ...)
 - 9% sans emploi
 - 3% à la retraite

Collecte de données

Nos enquêteurs ont effectué 143 pré-tests pour adapter le questionnaire avec des mots clés et des questions adaptées aux contextes locaux.

Des entretiens en face-à-face ont été menés par 30 enquêteurs en Français, Soussou et Pular à Conakry; Fon, Idaasha, Gun à Cotonou; Mina et Ewe au Togo, à l'aide d'un questionnaire directif rédigé sur notre outil de collecte : l'application mobile LOOKA

Chaque questionnaire a été validé par notre Lab et Data Analyst à l'aide de notre interface de vérification de questionnaire développé à cet effet.

Intervalle de confiance

L'échantillon de 1500 répondants représente la population cible à un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 2,5%.

Dates

16 - 17 juin: 143 pré-tests pour adapter le questionnaire

18 - 25 juin: 1500 entretiens en face-à-face en 7 jours

I Introduction

Malgré de faibles taux d'infection comparé aux autres régions du monde, la crise du COVID-19 n'épargne pas économiquement les citoyens africains. Les cas augmentent par ailleurs à un rythme soutenu dans de nombreux pays. Face à la pression économique, les gouvernements assouplissent cependant les restrictions et la vie reprend, tandis que les citoyens apprennent à "vivre avec le virus".

Le Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest (PDWA) de la Konrad-Adenauer-Stiftung a sollicité LOOKA, service d'études de marché pour l'Afrique, afin de mener cette recherche. Objectifs : mettre à jour les perceptions et attentes des populations face à la pandémie et à son évolution ; déterminer le niveau de satisfaction face aux mesures gouvernementales ; et proposer des recommandations pour les secteurs les plus touchés.

Ce rapport dresse le bilan des réactions de 1500 citoyens des villes de Lomé, Cotonou et Conakry. Ces capitales politiques et économiques servent d'études de cas pour illustrer les tendances dans les pays d'Afrique de l'Ouest avec peu de cas confirmés (Togo), un nombre moyen de cas (Bénin) et un pays avec un taux élevé de contamination (Guinée-Conakry). Les trois pays ont enregistré leurs premiers cas en mars. Peu après, le Togo et la Guinée ont déclaré l'état d'urgence, qui reste toujours en vigueur. Les trois pays ont fermé leurs frontières.

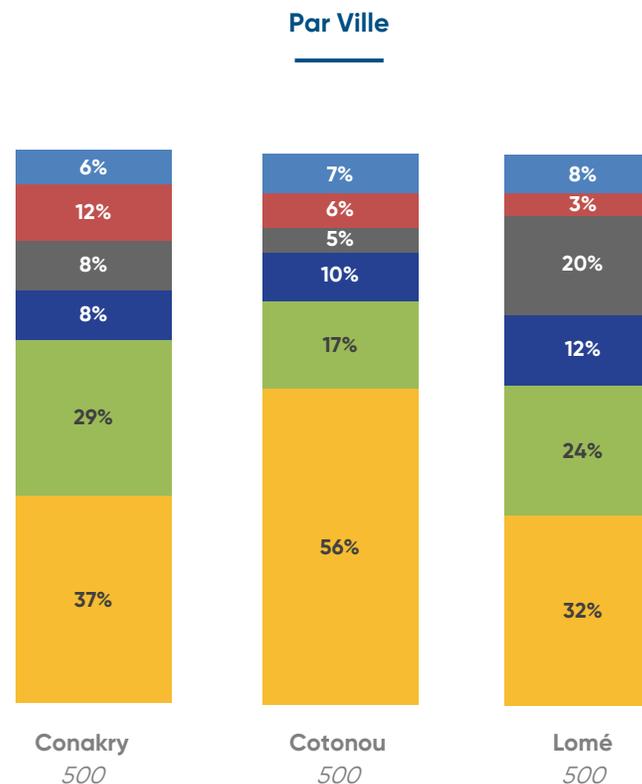
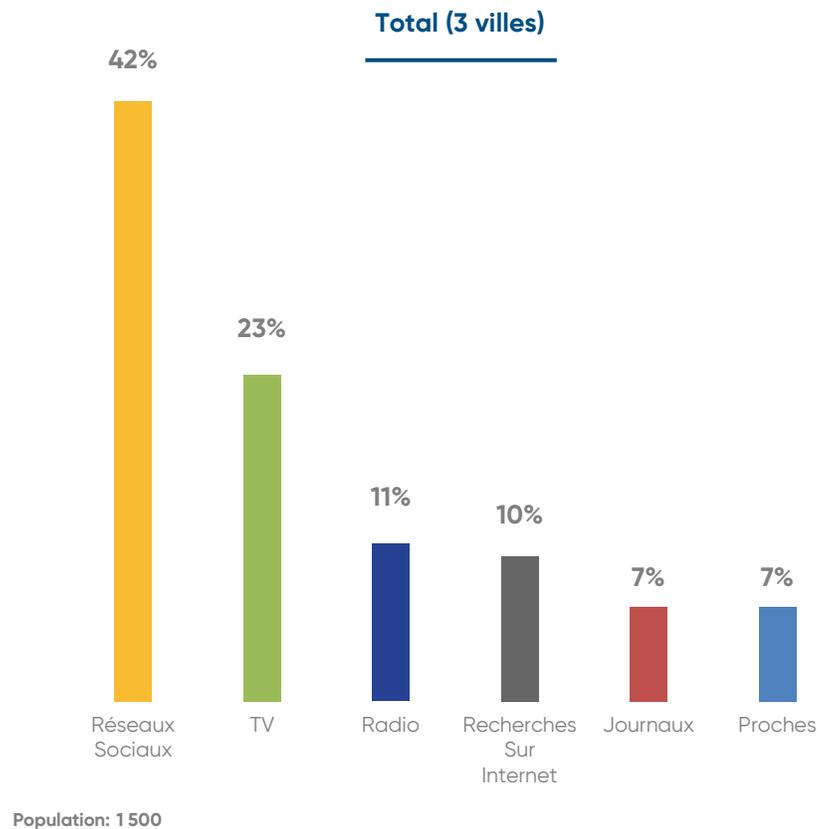
Mais les temps changent et une nouvelle phase de la lutte contre le virus s'annonce. Le 6 juin, le gouvernement togolais a mis fin au couvre-feu à Lomé. Le Bénin a levé les restrictions de voyage entre les villes en mai et, le 2 juin, a autorisé la réouverture des lieux de culte et des bars. Conakry a assoupli son couvre-feu de minuit à 4h00 et a permis la réouverture des marchés. Alors que le nombre de cas continue d'augmenter à un rythme soutenu, les taux de mortalité restent faibles. Au 12 juillet, le virus avait causé 15 décès au Togo, 26 décès au Bénin et 37 décès en Guinée-Conakry.

Cette recherche s'est déroulée du 16 juin au 25 juin. Au cours d'entretiens en face-à-face menés par 29 enquêteurs locaux sur le terrain, les citoyens ont révélé les sources d'information auxquelles ils font confiance et leurs perceptions de la COVID-19, leur envie de rouvrir l'économie et les frontières, ainsi que leurs opinions générales sur la collaboration entre pays africains dans la lutte contre la pandémie. Les résultats qualitatifs ainsi que les corrélations statistiques nous renseignent, entre autres, sur les couches démographiques ayant le plus besoin d'aide.

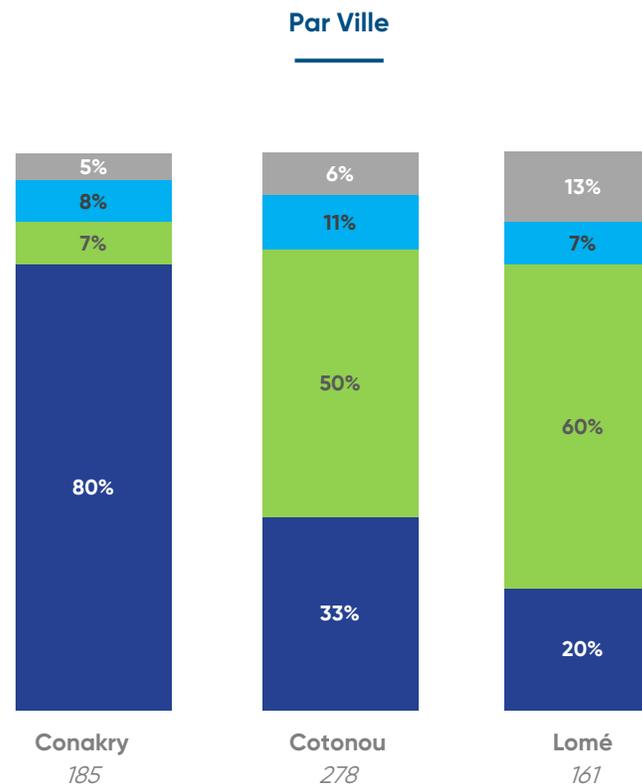
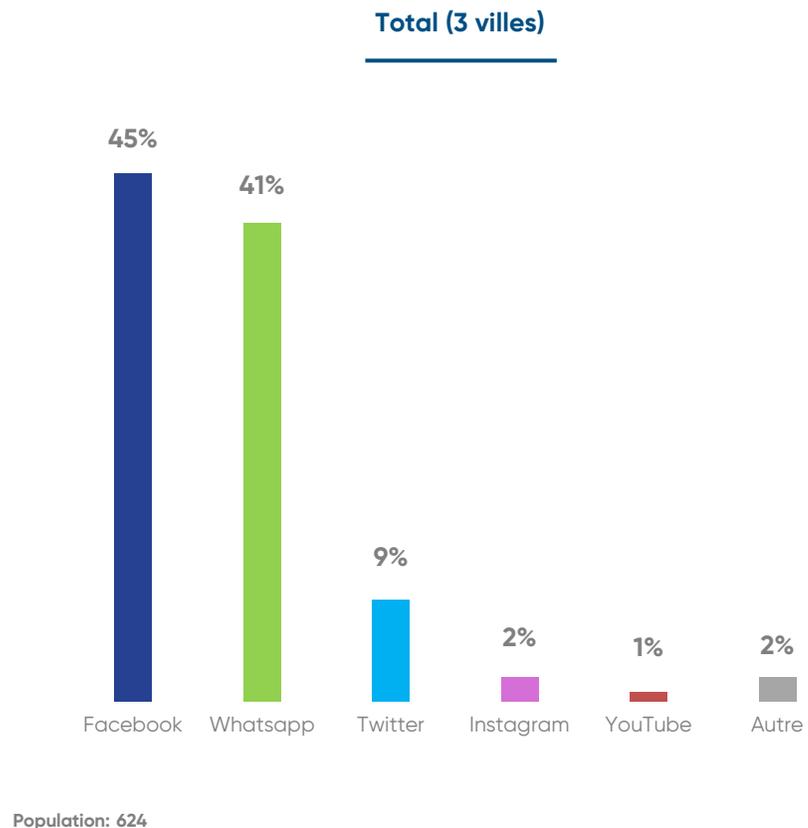
L'objectif de cette étude est de fournir un état de lieux au moment où se profile un tournant dans la gestion de crise de la COVID-19. Ce rapport est un tremplin pour des études plus approfondies en Afrique de l'Ouest, et nous espérons que les informations mises en exergue pourront appuyer l'action gouvernementale, alors que les pays transitionnent vers une nouvelle phase de la lutte contre la COVID-19.

Canaux d'informations

Quelle est votre principale source d'information sur la COVID-19?



Si votre source d'information principale est les réseaux sociaux, quel est celui que vous **privilégiez** ?

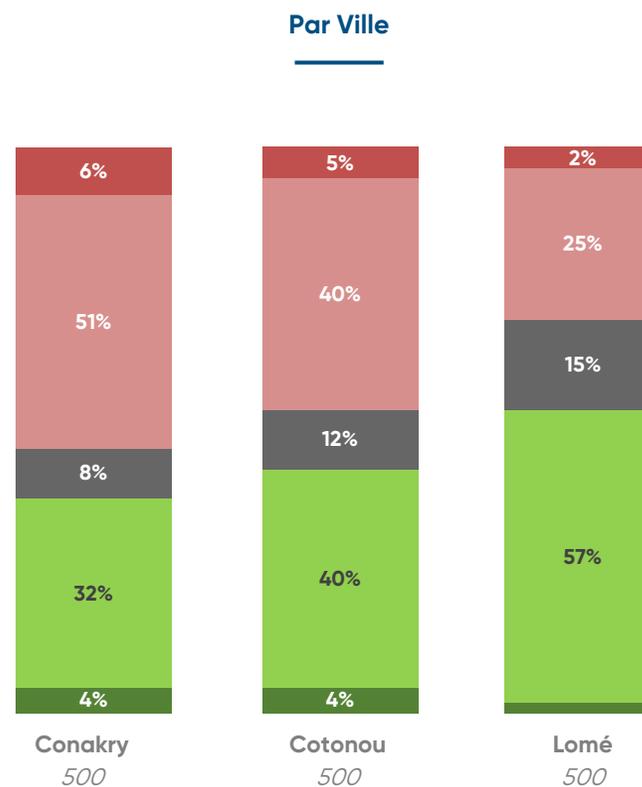
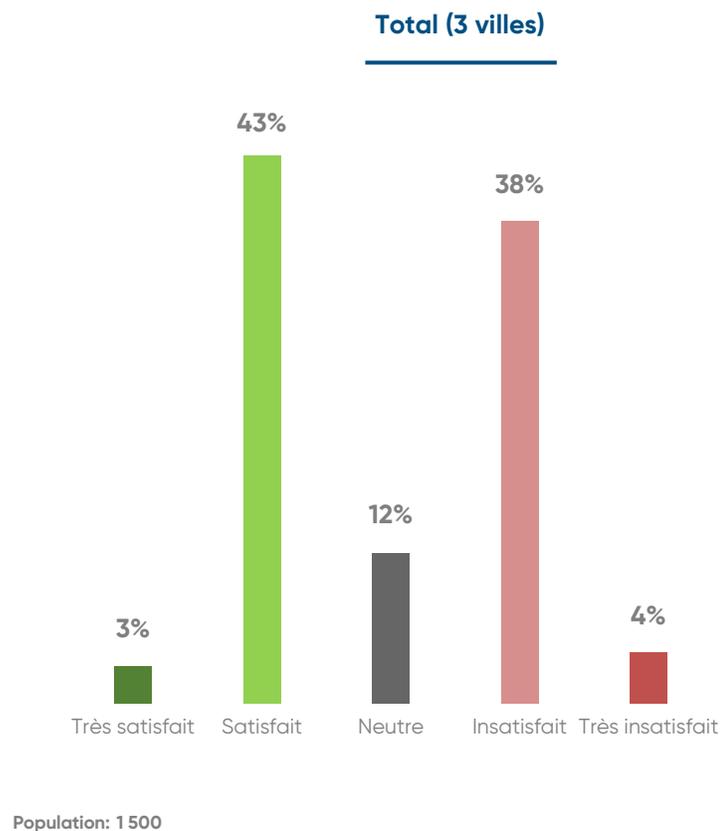


80% des interviewés à Conakry préfèrent **Facebook** comme principale source d'information sur la COVID-19. Nombreux ont cité lire des **articles de presse en ligne** partagés sur les réseaux sociaux.

Contrairement à Lomé et Cotonou, à Conakry **WhatsApp n'est pas la source principale d'information** sur la COVID-19 (même surpassé par **Twitter**).

42% se tournent vers les réseaux sociaux comme principale source d'information, avec 86% préférant Facebook et Whatsapp.

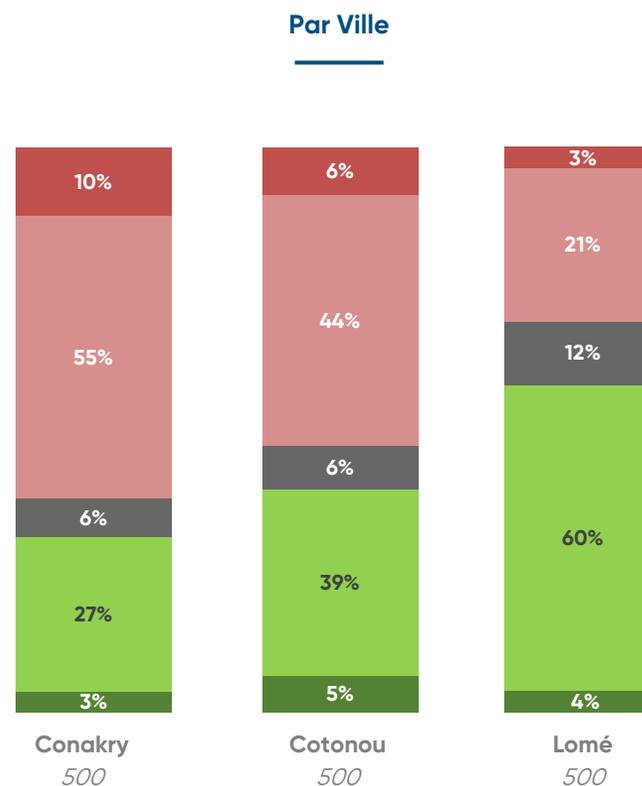
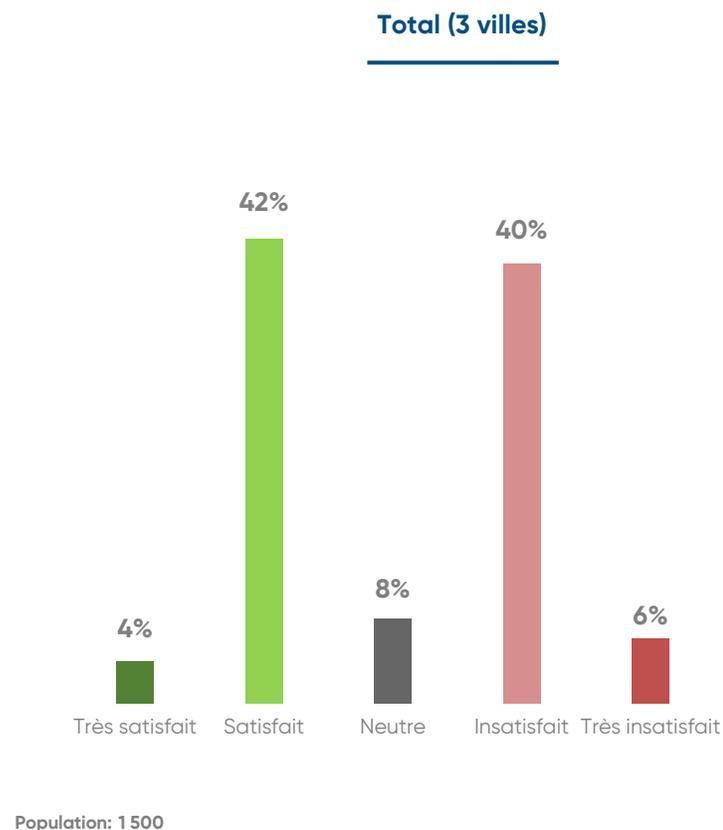
↳ Êtes-vous satisfait ou mécontent des **informations** liées à la COVID-19 données par votre gouvernement?



Analyse croisée

48% des répondants qui obtiennent la plupart de leurs informations sur les **réseaux sociaux** sont **insatisfaits des mesures gouvernementales, soit 6% de plus que la moyenne (42%).**

Êtes-vous satisfait ou insatisfait des **mesures prises par votre gouvernement** depuis le début de la crise de la COVID-19 ?



Sur les trois villes, les interviewés à Conakry ont affiché le **taux d'insatisfaction le plus élevé à l'égard des mesures gouvernementales.**

À l'opposé **Lomé, 57%** sont satisfaits des **informations fournies par leur gouvernement et 60%** sont satisfaits des **mesures de restriction sanitaires.**



Malgré toutes les mesures mises en place par le gouvernement, la population ne les respectent toujours pas."

- Etudiante, Cotonou

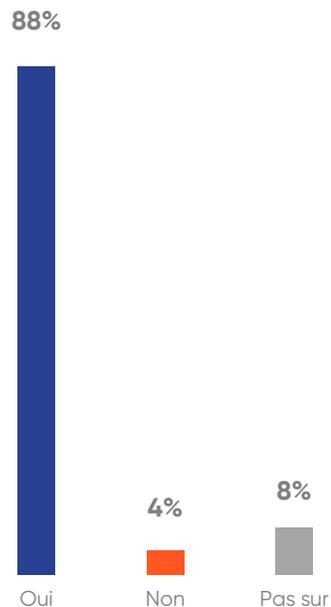


Le taux de satisfaction relatif aux mesures gouvernementales est réparti de façon homogène entre les répondants (46% des deux côtés).

I Perceptions de la COVID-19

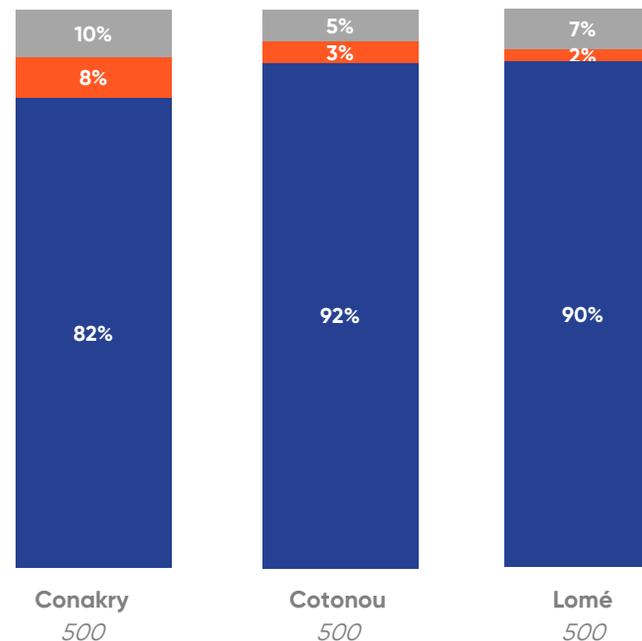
↳ Pensez-vous que la **COVID-19 existe** dans votre pays?

Total (3 villes)



Population: 1500

Par Ville



Oui : Le virus existe vraiment, je crois que le pire reste à venir étant donné la négligence de la population."

- Etudiant, Cotonou

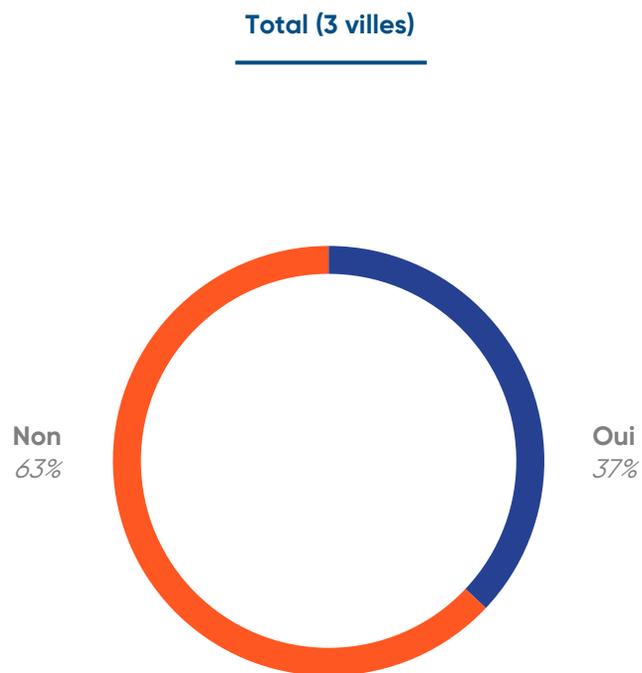


Non : Le COVID-19 n'existe pas en Guinée, c'est uniquement politique."

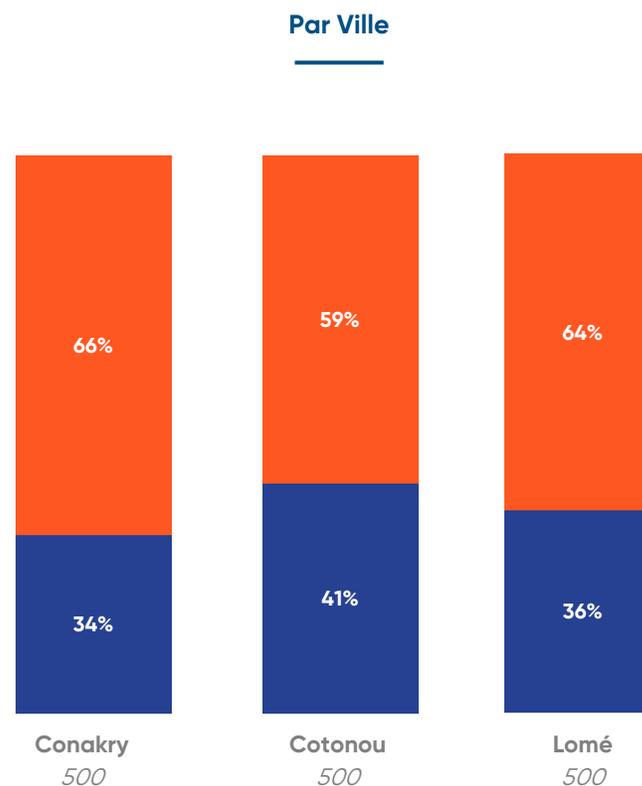
- Etudiant, Conakry



Savez-vous comment vous faire **dépister**?



Population: 1500



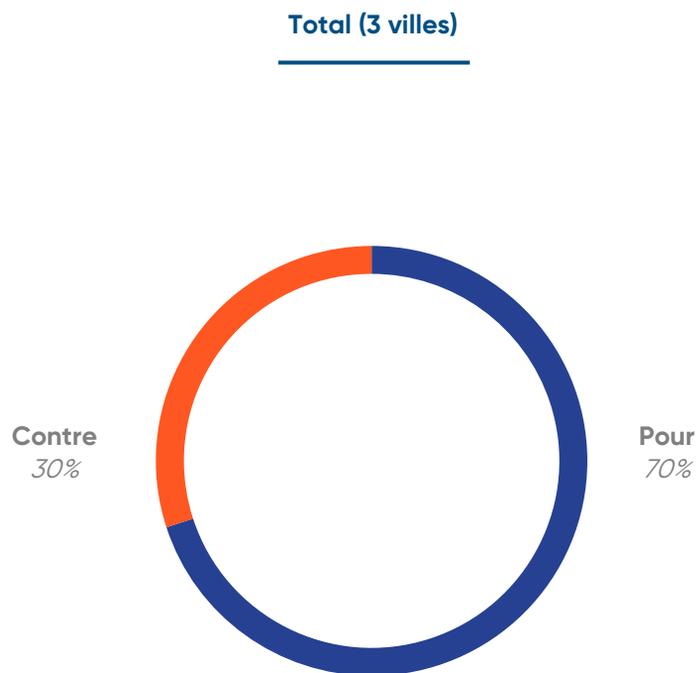
55% âgés entre **56 et 75 ans savent comment se faire dépister**, ce qui peut être dû au fait qu'ils sont le groupe d'âge le plus à risque.

NB: De nombreux répondants regrettent de ne pas savoir où se faire dépister et les **procédures** à suivre.

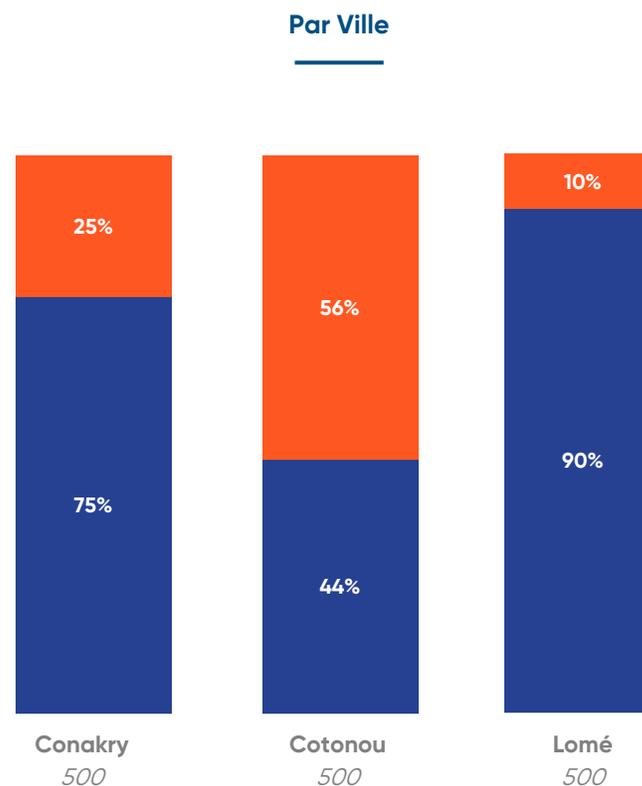
D'autres ont mentionné les **thermomètres** comme un test suffisant.

Alors que 88% pensent que la COVID-19 existe dans leur pays, seulement 37% savent comment se faire dépister.

↳ Êtes-vous pour ou contre l'**assouplissement des mesures restrictives** dans votre pays ?



Population: 1500

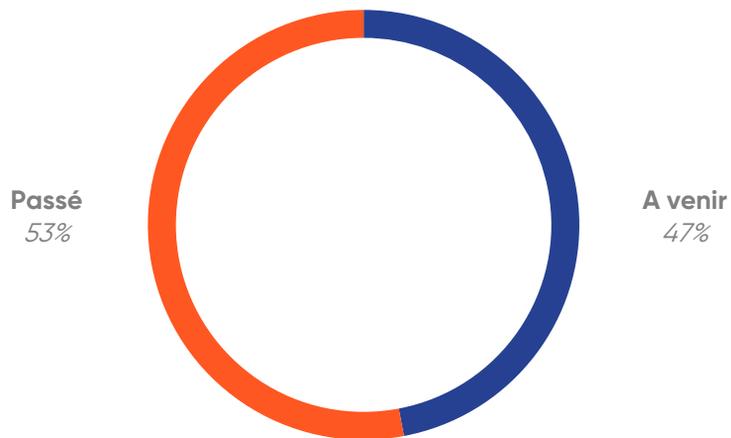


80% des interviewés sans activité professionnelle sont pour l'assouplissement des restrictions, faisant d'eux les plus favorables à un assouplissement.

Alors que à Cotonou la majorité (56%) est contre l'assouplissement des mesures dû majoritairement à l'augmentation des cas - **82% des interviewés à Conakry et Lomé sont pour l'allègement des mesures restrictives.**

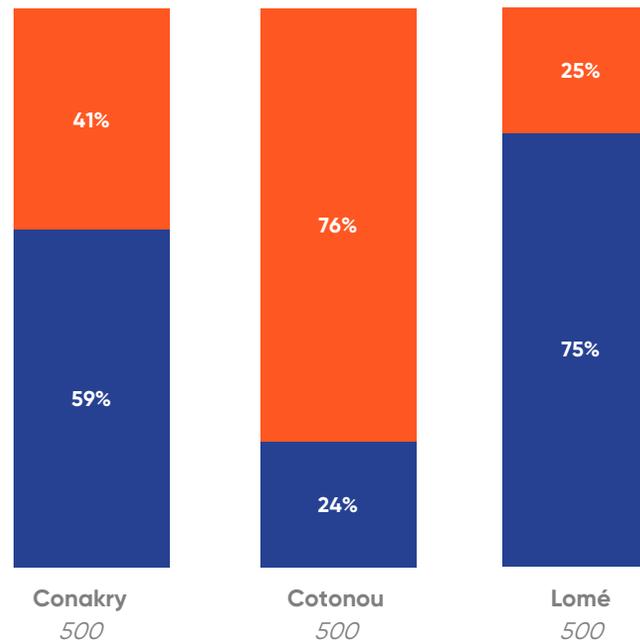
Est-ce que le pire de la crise est passé ou à venir ?

Total (3 villes)



Population: 1500

Par Ville



A venir : Après la maladie, nous allons faire face à une crise économique."

- *Travailleuse indépendante, Conakry*



Passé : Parce que maintenant nous sommes prudents et nous respectons les mesures barrières."

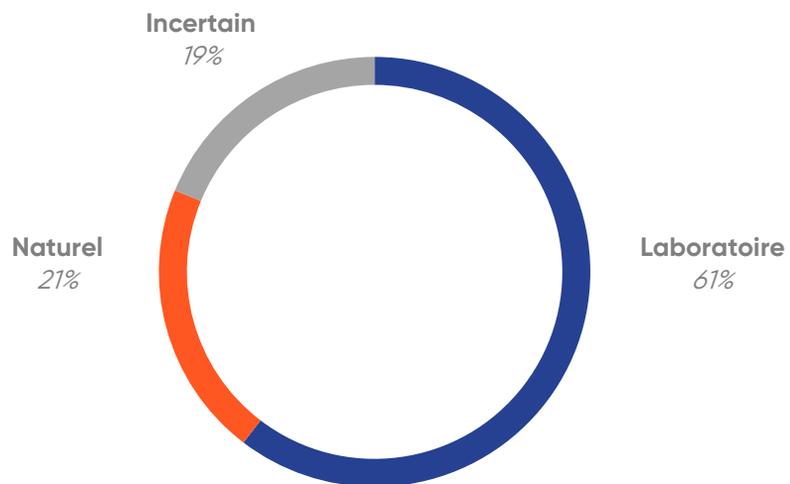
- *Travailleuse indépendante, Lomé*



A Conakry et Lomé, la majorité est favorable à un assouplissement des restrictions et pensent que le pire de la crise est passé, tandis qu'à Cotonou la plupart sont contre l'assouplissement et craignent le pire.

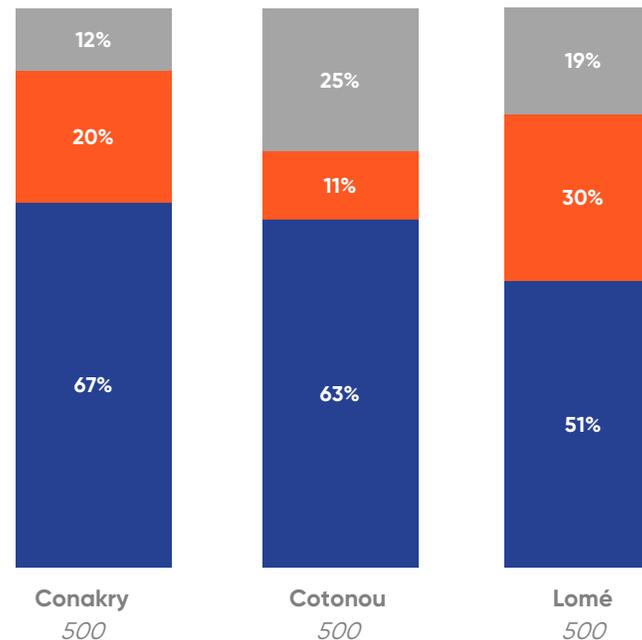
À votre avis, le virus est-il né de manière **naturelle** ou a-t-il été créé en **laboratoire** ?

Total (3 villes)



Population: 1500

Par Ville



Corrélation statistique

Le test du khi-deux révèle une dépendance significative entre l'obtention de la **plupart des informations sur les réseaux sociaux** et la perception que le virus a été créé en laboratoire.



Laboratoire : Depuis que j'ai découvert que le virus a été créé en laboratoire, je ne considère même plus l'idée de me faire vacciner."

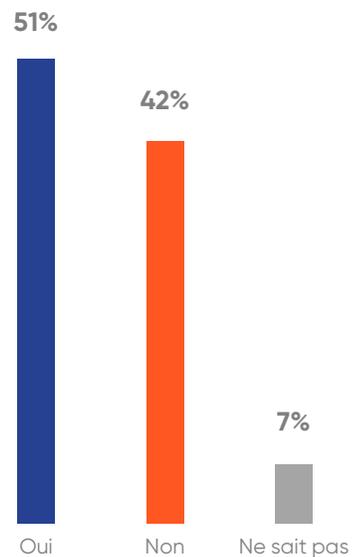
– Fonctionnaire, Lomé



6 personnes sur 10 pensent que la COVID-19 a été créée dans un laboratoire.

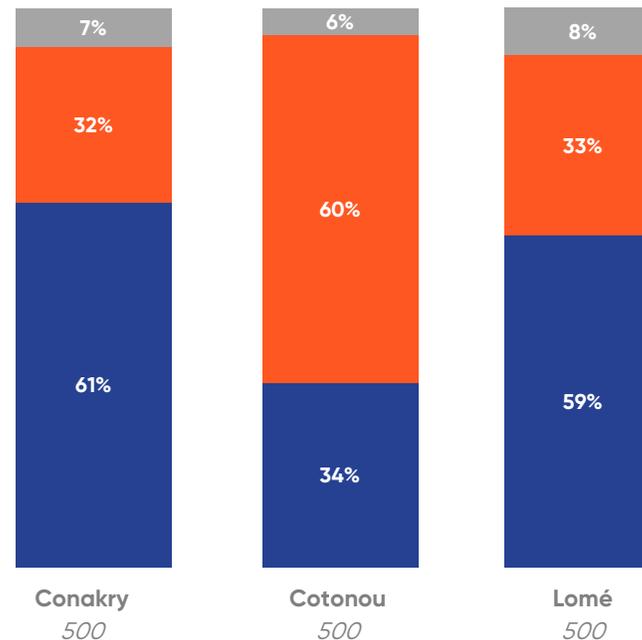
Faites-vous confiance à l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé)?

Total (3 villes)



Population: 1500

Par Ville



Non : Le vaccin est destiné à être testé sur des Africains pour diminuer notre population, donc l'OMS n'a aucune crédibilité."

- Travailleur indépendant, Lomé



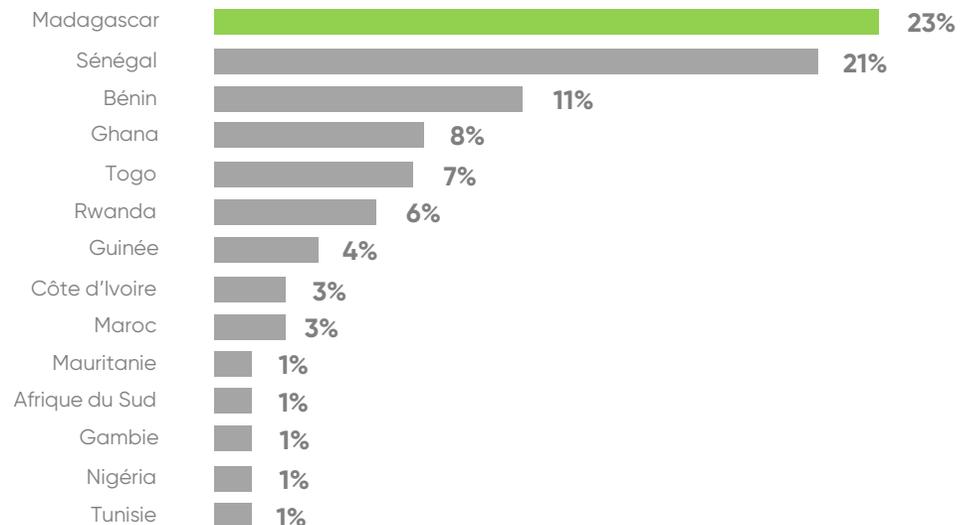
Oui : Je fais confiance aux autorités et à l'OMS."

- Travailleur indépendante, Lomé



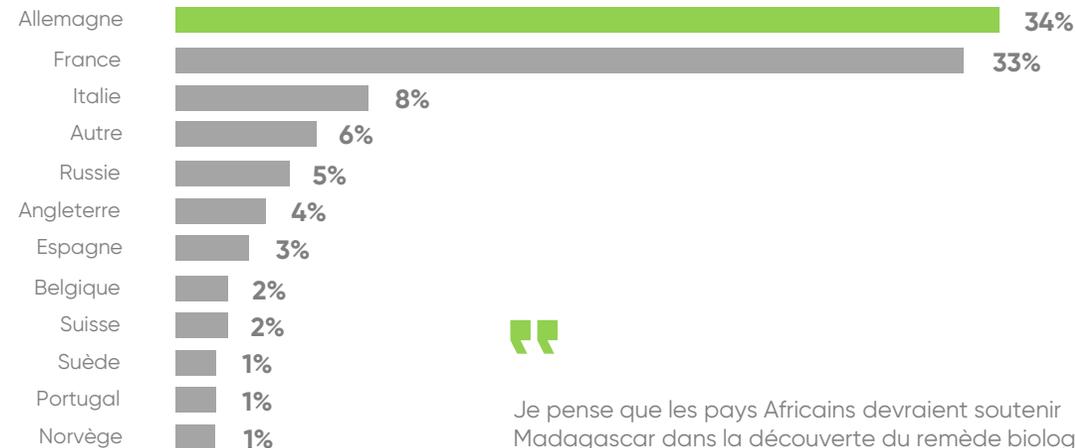
Au total, une courte majorité (51%) fait confiance à l'OMS – à l'exception de Cotonou (60%).

À votre avis, quel **pays africain** gère le mieux la crise?



Population: 1 500

À votre avis, quel **pays Européen** gère le mieux la crise?



Je pense que les pays Africains devraient soutenir Madagascar dans la découverte du remède biologique contre le COVID."

- Etudiante, Conakry

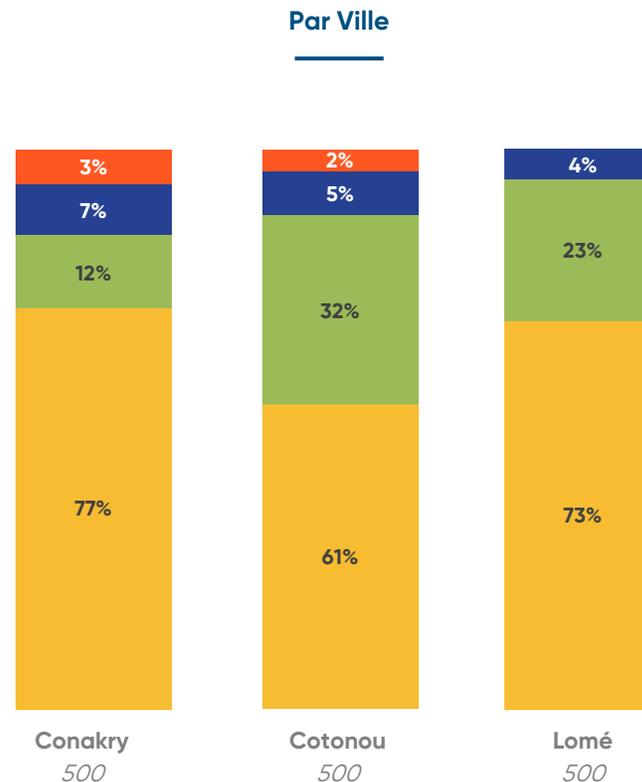
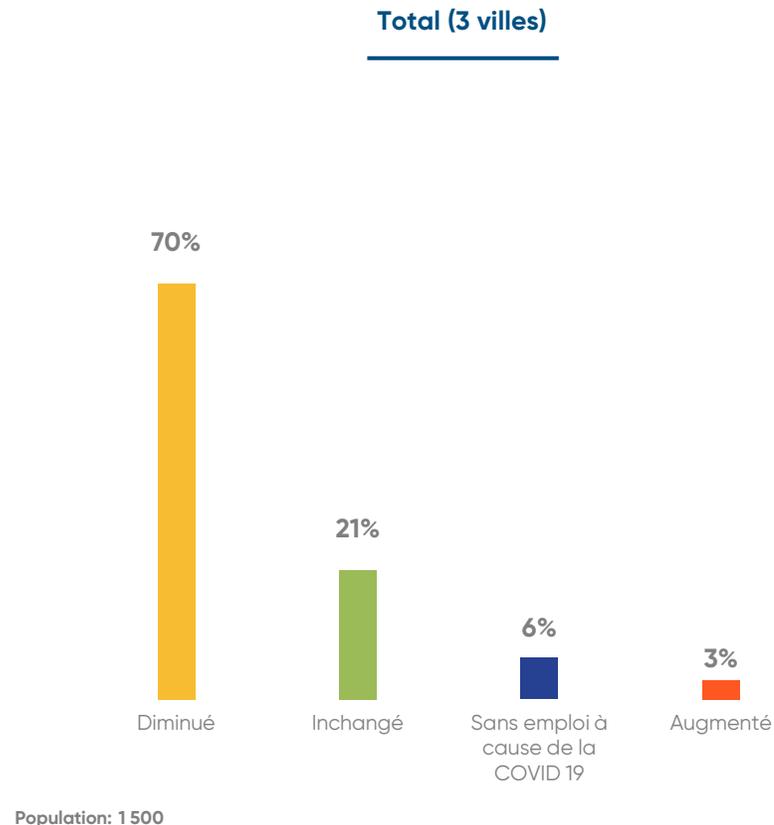


NB: Le 20 Avril, le Président de Madagascar a annoncé la découverte d'un remède à base de plantes **Artemisia** contre le **COVID-19**, un "COVID Organics" dérivé de la médecine traditionnelle africaine utilisé contre le palu. L'OMS a réfuté cette revendication, mais l'initiative Malgaches demeure louée à travers l'Afrique, comme démontré par les **23% des interviewés dans cette étude.**

Madagascar et l'Allemagne sont considérés comme les pays ayant le mieux géré la crise.

I Impacts Économiques

↳ Votre **revenu ou chiffre d'affaires** a-t-il changé à cause de la COVID-19?
(Ces résultats prennent en compte uniquement ceux qui ont un revenu ou chiffre d'affaires)



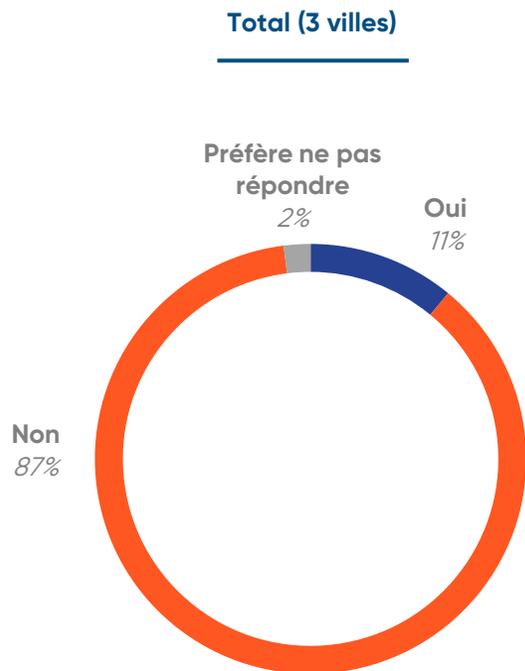
Corrélation statistique

82% des travailleurs indépendants ont vu leur revenu ou leur chiffre d'affaires diminuer. Le test du khi-deux révèle une **dépendance significative** entre le fait d'être travailleur indépendant et **une diminution du revenu ou du chiffre d'affaires**.

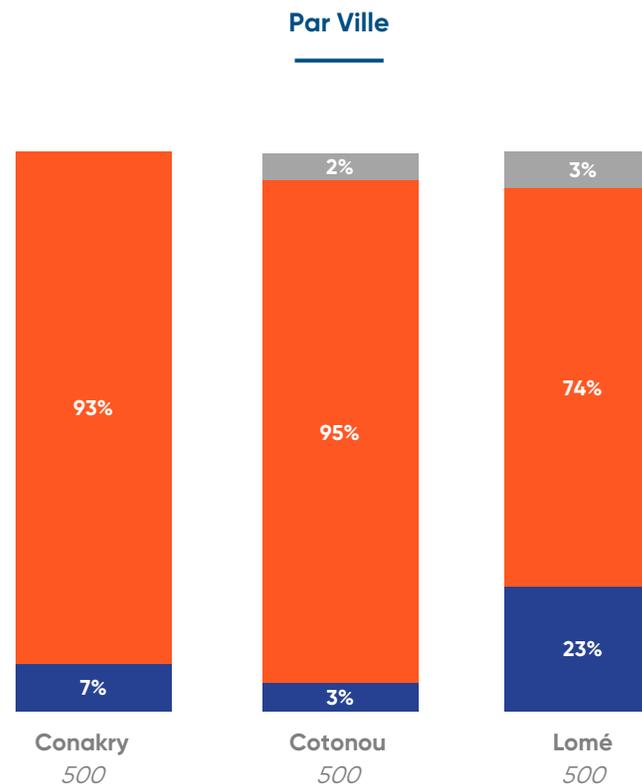
62% des employés et **77%** des étudiants ayant un revenu ou un chiffre d'affaires ont enregistré une baisse.

7 personnes sur 10 ont connu une baisse de revenu ou de chiffre d'affaires à cause de la COVID-19.

← Avez-vous bénéficié de mesures d'aide économique de votre gouvernement? (par pays)



Population: 1500



Programme d'aide aux travailleurs informels à Lomé

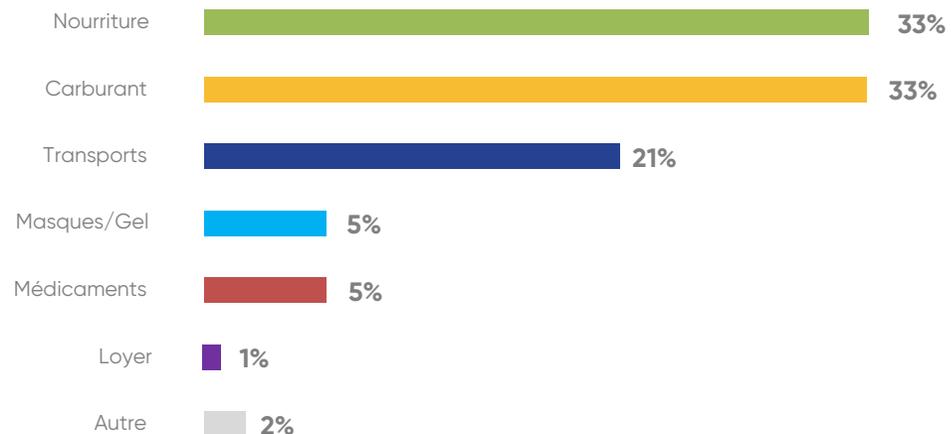
Le " programme Novissi" initié par le gouvernement Togolais, consiste à des transferts d'argent via le mobile pour fournir une aide financière mensuelle durant l'état d'urgence (12 500 CFA pour les femmes et 10 500 CFA pour les hommes).

Via les transferts mobile money le programme vise à soutenir les travailleurs informels dont les revenus quotidiens ont été affectés par le COVID-19.

Près de 9 personnes sur 10 n'ont pas bénéficié des aides économiques de leur gouvernement liées au COVID-19.

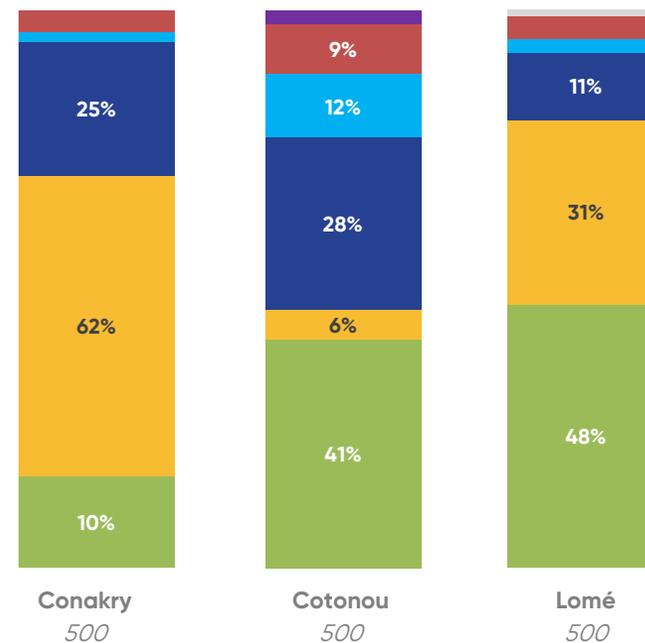
Parmi les réponses suivantes, l'**urgence du moment** est la baisse du prix des ...
((un seul choix de réponse))

Total (3 villes)



Population: 1 500

Par Ville



Les prix des transports, notamment des taxis et des bus, ont augmenté avec la hausse **des prix du carburant et les mesures limitant le nombre de passagers par véhicule.**

"Autres" Réponses

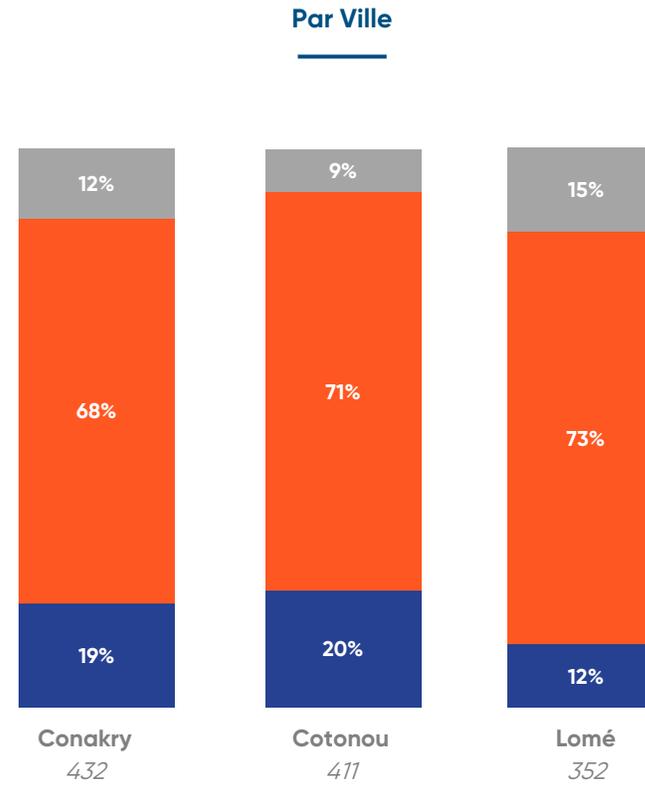
- Ouverture des frontières
- Ouverture des marchés
- Subventions aux entreprises
- Taxes

Pour 87% l'urgence est de baisser les prix de la nourriture, du carburant et des transports.

↳ Pensez-vous qu'il existe **une solidarité entre les pays Africains** face à la crise?



Population: 1195



Non : L'union fait la force, donc les Africains doivent s'unir et réfléchir au lieu d'attendre les occidentaux à tout moment."

- Etudiant, Lomé



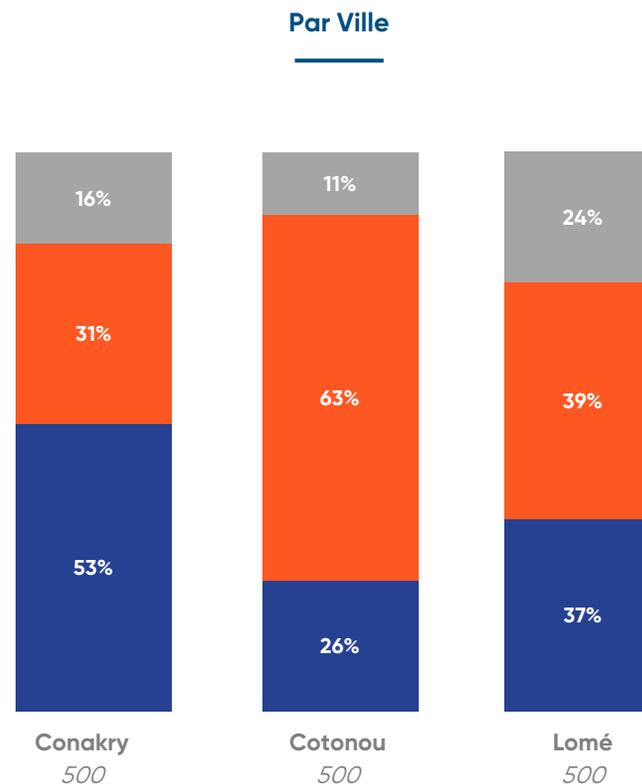
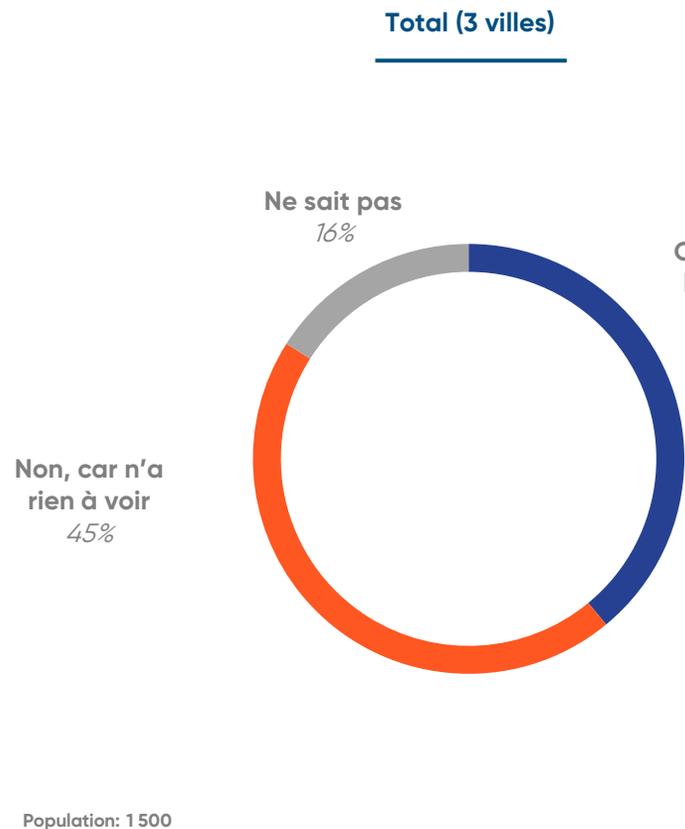
Oui : Nous devons travailler ensemble pour construire notre propre organisation de santé."

- Etudiant, Lomé



71% pensent que les pays Africains ne sont pas solidaires face à la crise.

↳ Pensez-vous que la crise de la COVID 19 devrait conduire à l'annulation de **la dette africaine**?



Annuler la dette africaine serait un mauvais signe, car personne ne veut prêter à ceux qui ne remboursent pas"

- Travailleur indépendant, Lomé

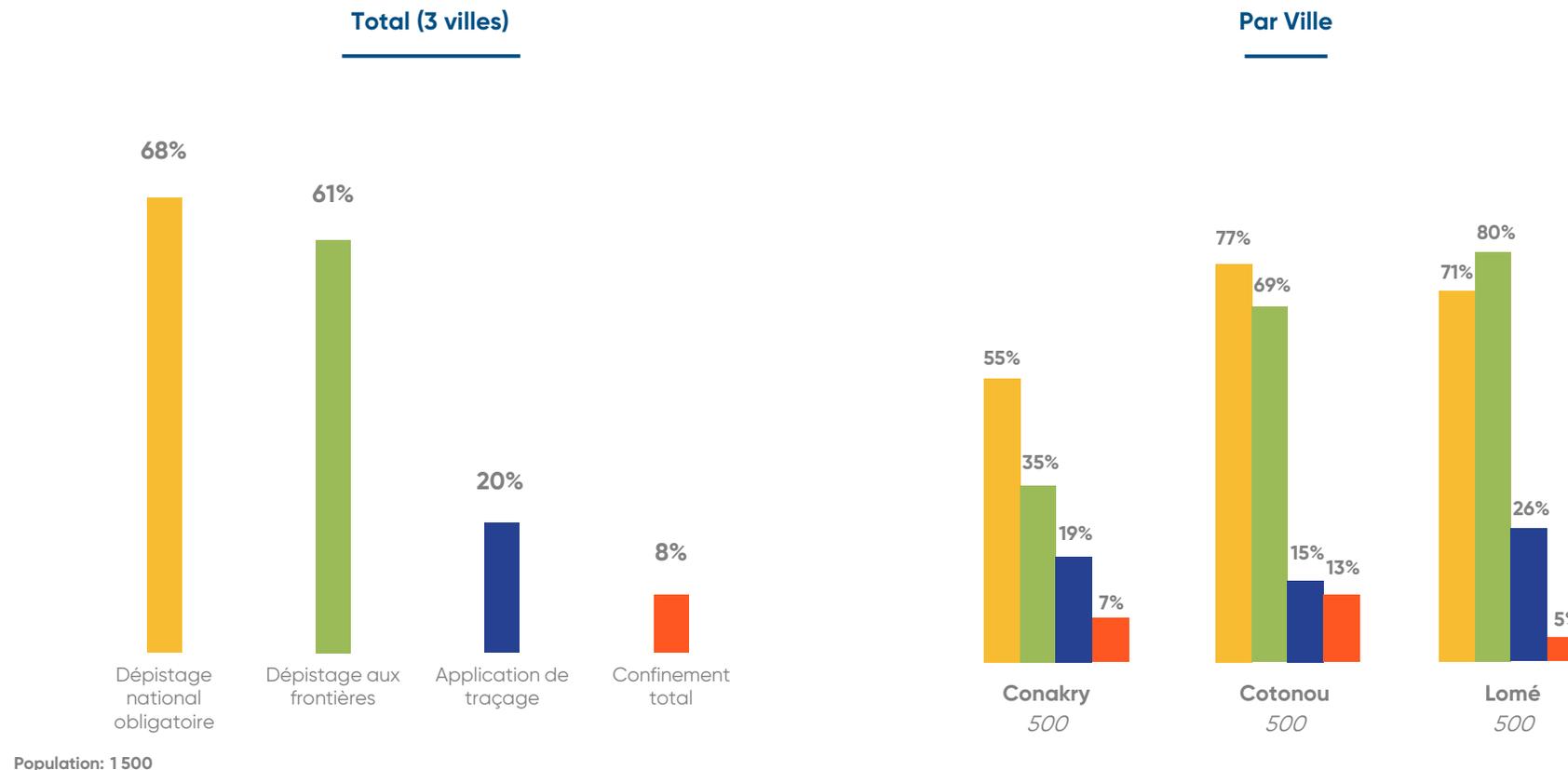


NB: Le 10 juin, les membres du G7 se sont prononcés en faveur de l'annulation de la dette des 18 pays les plus pauvres du monde, dont 14 en Afrique.

Au total, 45% pensent que la COVID-19 ne devrait pas conduire à l'annulation de la dette africaine – cependant 53% à Conakry pensent le contraire.

I Pistes pour une réouverture

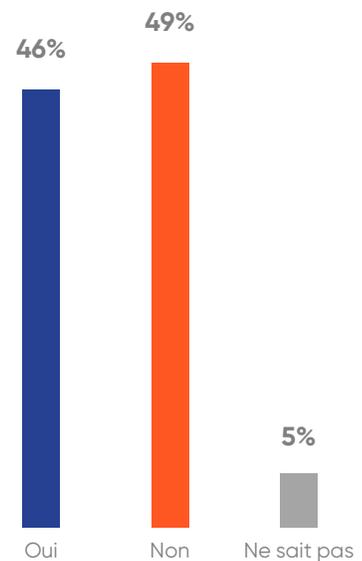
Parmi les mesures suivantes, lesquelles seriez-vous prêt à **accepter**?
(Question à choix multiples)



La plupart seraient disposés à accepter un dépistage national obligatoire et le dépistage aux frontières, mais seulement 8% un confinement total.

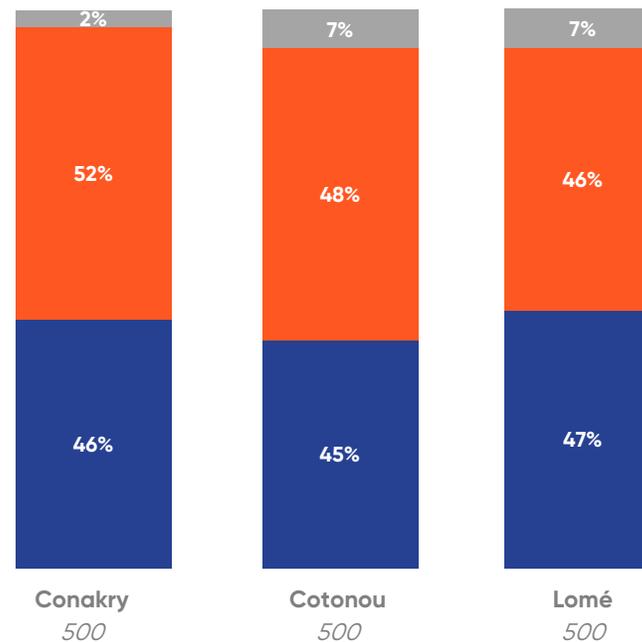
⏪ S'il y avait un vaccin demain, seriez-vous prêt à vous faire **vacciner**?

Total (3 villes)



Population: 1500

Par Ville



62% de ceux ayant plus de 56 ans seraient prêts à se faire vacciner si le vaccin était disponible demain— ce qui montre une plus grande envie parmi ceux confrontés à de plus grands risques de décès en raison de leur âge.

⏪ S'il y avait un vaccin demain, seriez-vous prêt à vous faire vacciner? **Pourquoi?**

Non

"Je sais que le virus a été créé pour se débarrasser de nous."

- Employée, Cotonou



"Ils veulent transformer les Africains en cobaye pour trouver le remède, je ne suis pas sûre de vouloir me faire vacciner."

- Travailleuse indépendante, Lomé



"Compte tenu de l'origine et de l'évolution du virus, il serait préférable de se méfier de tout ce qui vient de l'Occident."

- Etudiante, Cotonou



Oui

"Uniquement si le vaccin a déjà été administré à des occidentaux parce que je n'ai pas confiance."

- Etudiante, Cotonou



"Les vaccins précédents nous ont sauvés; j'espère que celui-ci aussi."

- Etudiant, Lomé

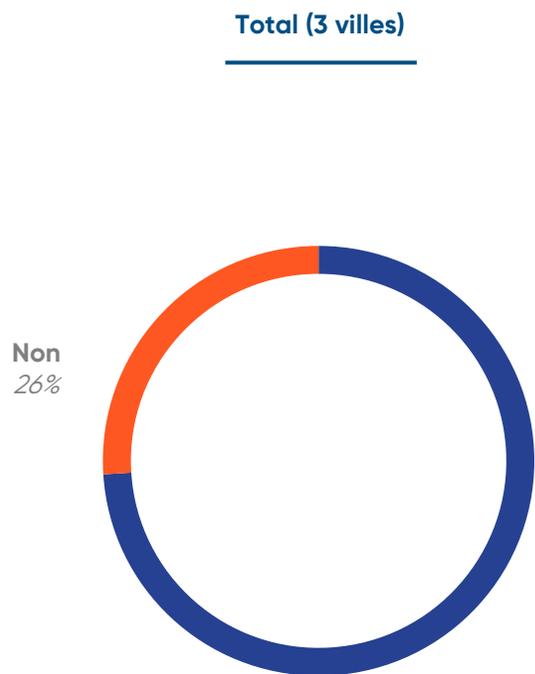


"Je le ferai pour ma santé, tant que le vaccin sera testé d'abord dans les pays développés"

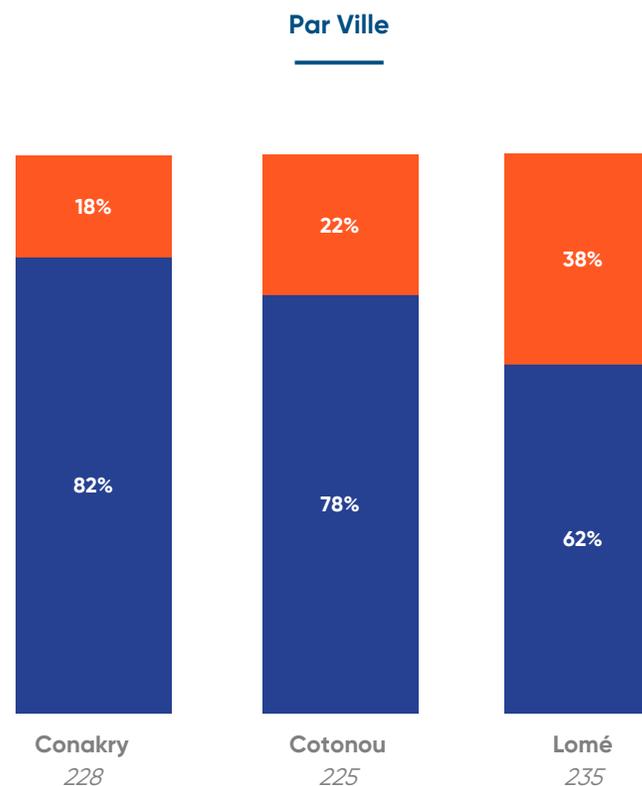
- Fonctionnaire, Conakry



Si vous êtes prêt à vous faire vacciner, **seriez-vous prêt à payer pour ce vaccin ?**



Population: 688



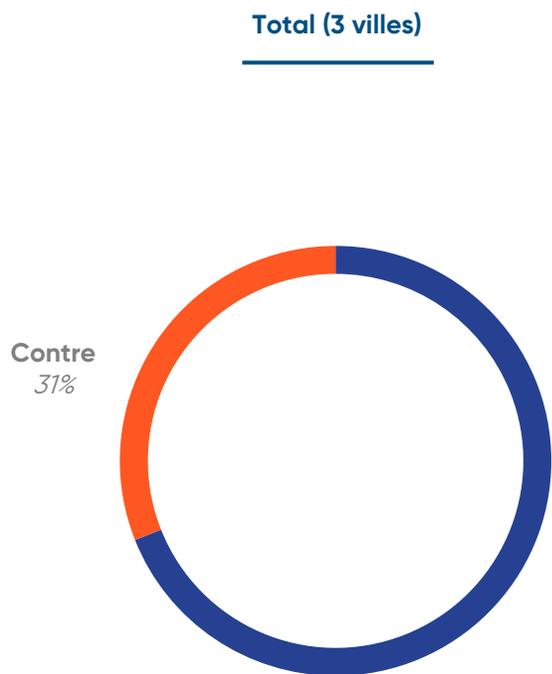
Le gouvernement devrait subventionner le vaccin"

- Etudiant, Cotonou

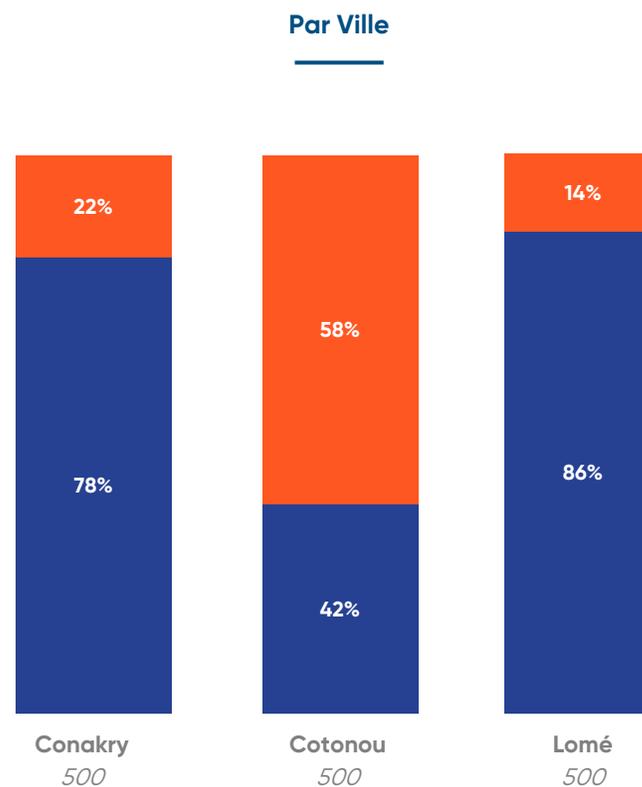


49% ne veulent pas se faire vacciner, mais parmi les 688 personnes qui le souhaitent – 74% sont prêts à payer pour le vaccin.

Êtes-vous pour ou contre la **réouverture des frontières terrestres** nationales ?



Population: 1500



La Guinée Conakry a actuellement de loin le plus de cas par rapport au Bénin et au Togo.

Malgré cela, 78% à Conakry sont pour la réouverture des frontières terrestres nationales tandis que 58% à Cotonou sont contre et beaucoup craignent l'arrivée d'étrangers contaminés.

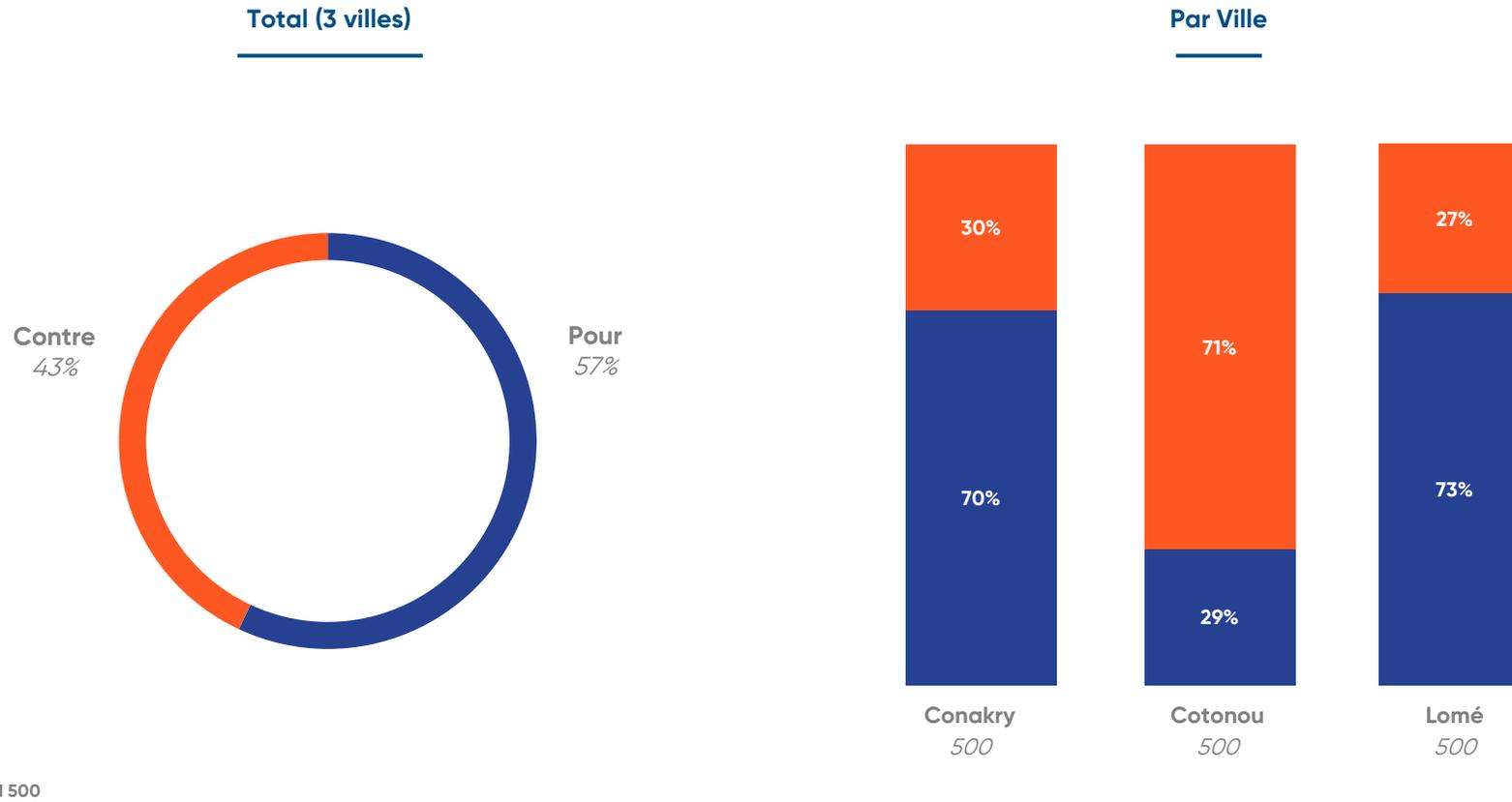


Il faut ouvrir les frontières pour que les activités économiques reprennent"

- Travailleuse indépendante, Conakry

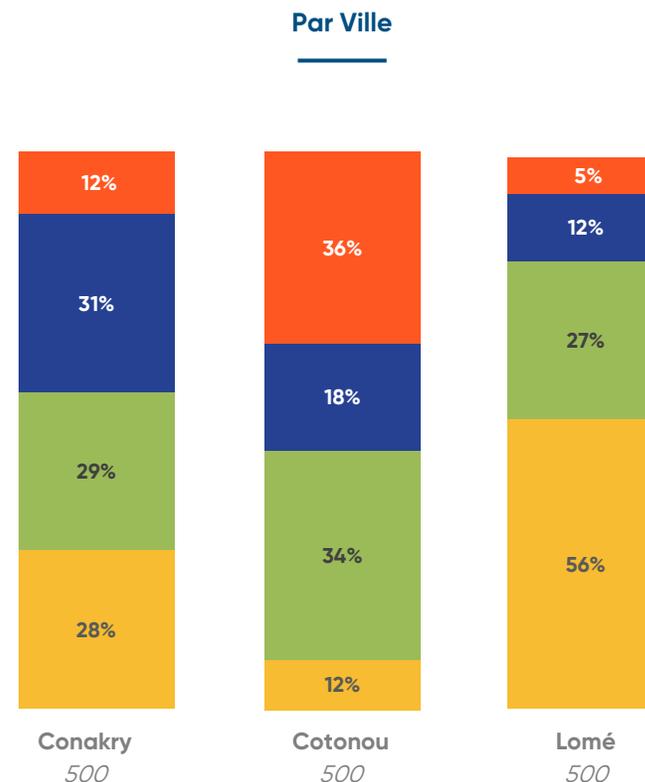
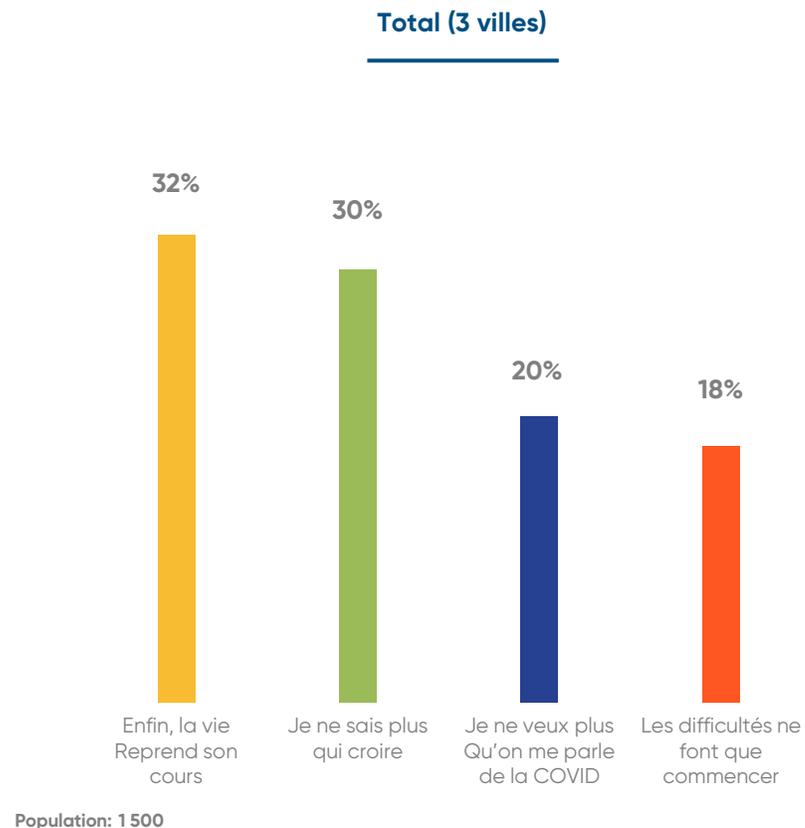


Êtes-vous pour ou contre la **réouverture des aéroports** pour des vols internationaux (hors de l'Afrique)?



82% à Lomé et Conakry sont favorables à la réouverture des frontières terrestres nationales et 71% sont pour la réouverture des vols internationaux – mais la majorité à Cotonou est opposée aux deux formes de réouverture des frontières.

Parmi les phrases suivantes, laquelle décrit le mieux vos **sentiments actuels** ?



Corrélation statistique

Le test du khi-deux, ne révèle pas de **dépendance significative** entre l'utilisation des réseaux sociaux et "ne plus savoir qui croire". Ce qui signifie que le trop plein d'information dans les réseaux sociaux n'est pas à l'origine de la désillusion des citoyens, et qu'il y'a d'autres **vecteurs de désinformation**.

56% des habitants de Lomé croyant que "la vie reprenait" ce qui est le **double de Conakry** et **plus de quatre fois** celle de Cotonou où la majorité ne sait pas à qui faire confiance.

Alors que globalement **32%** pensent que "enfin, la vie revient", presque autant "ne savent plus à qui faire confiance".

 Verbatims

"Il y a une psychose autour du coronavirus même s'il y a les pires malheurs ici."

- Employé, Cotonou



"Laissez les Africains faire l'effort de s'unir pour créer notre propre organisation de santé au lieu de mendier à chaque fois."

- Entrepreneure, Lomé



"C'est une maladie avec laquelle nous allons vivre, nous devons donc vraiment respecter les barrières et ne pas avoir peur de signaler quand une personne est soupçonnée d'être positive à la COVID-19."

- Fonctionnaire, Lomé



"Le COVID-19 n'existe pas en Guinée; c'est uniquement politique."

- Etudiant, Conakry



"La communication autour du virus n'est pas bonne, elle ne fait qu'engendrer la peur."

- Entrepreneur, Cotonou



Orientations stratégiques et Initiatives de KAS

Lutter contre la désinformation pour un vaccin

Au total, 30% des personnes interviewées au Togo, Bénin et en Guinée "ne savent plus à qui faire confiance" et 20% "ne veulent plus entendre parler de la COVID". Même si un vaccin était disponible demain, 49% ne seraient pas prêts à se faire vacciner – nombreux craignant l'idée qu'un vaccin venant de l'étranger soit conçu pour leur nuire, une perception alimenté par de nombreuses rumeurs.

Pour 42% la principale source d'informations sur la COVID-19 est les réseaux sociaux, près de deux fois plus que la télévision (23%), et parmi cette tranche 86% privilégient WhatsApp ou Facebook (p.9). Les interviewés expriment un trop plein d'informations liée à la pandémie, ainsi qu'une grande méfiance. 45% sont insatisfaits des informations gouvernementales sur la COVID-19 (p.11), 42% ne font pas confiance à l'OMS (p. 20) et 61% pensent que le virus a été créé en laboratoire (p.19)



Cohérence africaine pour la relance des activités commerciales

71% pensent que les pays africains ne font pas preuve de solidarité pour lutter contre la COVID-19 (p. 25), mais de nombreux interviewés ont exprimé le désir que les états africains unissent leurs forces pour trouver un remède à la maladie.

69% sont pour la réouverture des frontières terrestres nationales (p.28) et 57% pour la réouverture des aéroports pour les vols internationaux hors de l'Afrique, en grande partie dû à la nécessité de relancer leurs activités (p.29). Globalement, 68% sont favorables aux dépistages nationaux obligatoires, 61% sont pour les dépistages aux frontières, et sur les 46% prêt à se faire vacciner 74% sont prêts à payer pour. Une personne sur 5 accepterait également une application de traçage des contacts (p.24).

Alors que les gouvernements assouplissent les mesures restrictives afin de rouvrir leurs économies, 70% des interviewés dans cette étude sont favorables à une telle initiative mais 47% pensent également que "le pire est à venir". Cette volonté combinée de relance économique tout en respectant les efforts sanitaires, dépendra largement de la solidarité et cohérence des mesures à travers la région.

Déstigmatiser le dépistage et communiquer sur les centres de test

Alors que 88% pensent que la COVID-19 existe dans leur pays (p. 14), seuls 37% savent comment se faire dépister (p. 15). Même parmi les 56 à 75 ans, un groupe d'âge à risque plus élevé, 55% savent comment se faire dépister ce qui représente une courte majorité.

Jusqu'à présent, seuls ceux qui ont des symptômes sont censés se signaler pour le test et une stigmatisation entoure la procédure, encore plus un résultat positif. Alors que les capacités de dépistage continuent de s'étendre, il sera essentiel de déstigmatiser les procédures de dépistage afin que la majorité prenne conscience qu'ils agissent dans le meilleur intérêt de leur famille et de leur pays. Pour le moment, il est urgent d'améliorer la sensibilisation afin que les personnes connaissent l'emplacement des centres de dépistage, les meilleurs moments pour se faire tester, le prix des tests et les mesures prises pour garantir leur vie privée.



Urgence signalée : subventions pour les transports et le secteur alimentaire

Alors que 70% ont vu leur revenu ou leur chiffre d'affaires baisser, seulement 11% ont reçu une aide économique du gouvernement (p. 22). 82% des indépendants (commerçants, artisans, plombier...) ont connu une baisse de leur chiffre d'affaires ou de leur revenu, cette corrélation statistique ou dépendance entre ces deux facteurs révèle un impact économique plus important sur le secteur informel.

Plus de trois mois après le début de la crise, les interviewés ne perçoivent pas la baisse du prix des médicaments (5%) ou des masques/gel (5%) comme l'urgence actuelle. Plutôt 54% expriment le besoin d'une baisse des prix du carburant et des transports et 33% espèrent une baisse du prix de l'alimentation (p. 21). Les priorités économiques semblent s'être transformées depuis les premiers stades de la pandémie. Aujourd'hui des subventions pour le secteur des transports et de l'alimentation seraient un moyen direct de venir en aide aux travailleurs informels - tels que les vendeuses dans les marchés - et ainsi d'aider à la relance de secteurs clés pour de nombreuses économies dans la région.



Liberté, justice et solidarité sont les principes fondamentaux qui guident le travail de la Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS). Comme fondation politique allemande, nous voulons inciter les hommes à participer au façonnement de l'avenir. L'homme est au centre de nos préoccupations, dans sa dignité qu'il est impossible de confondre, dans ses droits et dans ses devoirs. Il constitue pour nous le point de départ pour la justice sociale, la démocratie libérale et l'économie durable.

